



ENCORE UNE REGRESSION DU SERVICE PUBLIC À L'HÔPITAL D'AUBENAS

Dans un communiqué de presse transmis le 31 Mars, la Direction de l'Hôpital d'Aubenas informe de la fermeture du Service des Urgences à partir du 3 Avril pour les créneaux horaires de 18H30 à 8H30.

Cette décision faisant suite à l'application de la loi Rist plafonnant, dans le service public, les rémunérations des médecins remplaçants met gravement en danger l'hôpital public et la santé de la population au profit du secteur privé.

Cela ne répond pas aux exigences d'un véritable service public de santé.

Ce mode de fonctionnement risque fort de surcharger d'appels les Centres 15 déjà au bord de la rupture.

Ce système laissera nombre de patients au bord du chemin sans soins, sans parler des retards de prise en charge préjudiciables, du stress, des frais financiers.

Cette décision se rajoute au danger de fermeture de la maternité annoncée dans le rapport de l'Académie de Médecine.

La réponse aux besoins de santé de la population sans exclusive ni mépris, nécessite un service public hospitalier et un système de soins assuré par la médecine de ville, de haut niveau, assurant la proximité.

A quelques jours de la journée mondiale de la santé, le 7 avril, cette décision ne donne pas de signe positif.

Dans la précipitation le Ministre de la Santé édicte de nouvelles règles, perpétuant les inégalités avec les médecins titulaires du service public hospitalier, ce qui ne peut qu'amplifier les départs, alors qu'il faudrait aller vers une égalisation des revenus des médecins, quel que soit leur statut. Il utilise la mesure pour remodeler la carte des hôpitaux, fermer des structures de proximité, des services d'urgence, de chirurgie, de médecine, de réadaptation ... et des maternités !

Quelles conséquences pour les budgets hospitaliers déjà fortement contraints depuis plusieurs décennies.

Nous rappelons nos propositions :

- écouter les avis des usagers, des personnels, des élus
- redonner espoir aux soignants en répondant à leurs revendications
- engager de grands plans de formations
- mieux répartir les professionnels
- rouvrir des lits et des services
- faire participer tous les médecins à la permanence de soins